

L'art du savoir-prendre



Nous sommes dans un monde de commerçants et d'économistes qui veulent faire des investissements judicieux dans une économie de libre marché où l'évaluation de leur transaction se fait par une fluctuation boursière. Quand il s'agit de vendre à l'échelle mondiale, il faut que la performance soit au rendez-vous afin d'augmenter les dividendes des actionnaires. Ainsi, la création de notre richesse collective n'est pas axée seulement sur un savoir-faire professionnel mais aussi sur un «savoir- prendre» qui exige de bonnes stratégies d'acquisition permettant de se construire un portefeuille d'actions, lequel devra être le plus rentable possible.

Mais de quelle richesse collective parle-t-on quand ce système financier hypercomplexe n'est efficace que pour un faible pourcentage d'initiés ? Quand il s'agit d'analyser le développement des pays qui croulent littéralement sous des dettes nationales faramineuses, comment fait-on pour croire en l'existence d'une richesse aussi difficile à réaliser qu'à concevoir bénéficiant de règles administratives parallèles qui redirigent les profits vers des paradis fiscaux ? Quand nous parlons du développement économique et des fluctuations des devises, tous les bilans sont négatifs et très souvent il est difficile d'en faire un tableau complet tellement on nous cache la vérité à travers une gestion occulte des données. Seules les multinationales démontrent (semble-t-il) une rentabilité dans l'exercice de leur comptabilité à deux vitesses. Si plusieurs experts nous prédisent des changements sociaux inévitables à cause d'un manque à gagner impossible à combler, la question se pose : Comment se fait-il que nos sociétés se sont appauvries et endettées alors que nous sommes tous et toutes supposés travailler à notre enrichissement collectif ? Il se peut que la corruption et la collusion de nos décideurs comme la spéculation sur les inventaires et les stocks à venir y soit pour quelque chose.

Le travailleur de toutes les nations, en plus d'avoir peur de perdre son emploi à n'importe quel moment, voit disparaître son fonds de pension à cause d'investissements toxiques et absorbe, de jour en jour, le stress de l'augmentation du coût de la vie qui ne cesse de gruger son maigre pouvoir d'achat. Dans les faits, nous payons le quadruple du prix de notre force de travail pour amasser une richesse collective qui nous oblige à tomber dans l'illégalité pour y avoir accès. À ce compte, il est presque normal de se considérer trompé par un double discours de nos élus qui veulent à la fois représenter le peuple mais faire gagner les riches, car ces derniers contrôlent l'économie. Quand notre ministre des finances annonce une baisse du taux d'intérêt directeur ou une baisse d'impôts, c'est pour nous donner la possibilité d'emprunter encore plus. Mais sommes-nous plus riches parce que nous pouvons augmenter facilement les limites de nos cartes de crédits ?

Certains vivent comme des princes. Une classe de richissimes nous montre que c'est possible de s'élever au dessus du groupe et d'avoir une vie florissante. De-ci de-là, il y a bien des personnalités généreuses et attentionnées qui donnent de leur temps et même de leur fortune, montrant l'importance d'aider les autres, ce qui est très bien. Mais la liste est longue et s'allonge de plus en plus de groupes communautaires, voire de pays en difficulté, de gouvernements acculés à la faillite, de collectivités affamées, de réfugiés laissés à eux-mêmes, de déplacés si ce n'est pas carrément de dépossédés de leur terre au profit de multinationales ayant modifié les lois, par lobbying interposé, afin de mieux s'approprier le bien public. Sacrifiés à l'hôtel du profit rapide et de la rentabilité économique des grandes sociétés, nous sommes aspirés inexorablement dans le « savoir-prendre » des spéculateurs dont l'ambition mercantile se résume à la privatisation des revenus et à la socialisation des dettes.

Paradoxalement, toutes les nouvelles grandes sociétés, issues des pays émergents, veulent croire qu'elles auront automatiquement une part du gâteau fiscal pour réaliser leur rêve d'être dans les « top ten » des plus grosses fortunes. Mais ce rêve, pour qu'il se réalise, nécessite de cacher des gains pour qu'il soit de moins en moins assujettis aux taxes les plus élémentaires, celles-là même qui servent à financer les services essentiels des plus démunis.

Autant notre désir d'exploiter nos ressources naturelles jusqu'à la dernière goutte d'eau nous dirigera vers des pénuries monstres partout sur la planète, autant soutenir le concept d'une richesse d'acquisition basée sur le « prends-le avant qu'un autre le prenne » nous entrainera inévitablement vers la spéculation à outrance, la guerre civile et la dépression des individus.

D'ailleurs, à voir les grands titres des journaux, depuis 2008, il se peut que l'art du « savoir-prendre » ait atteint des sommets inégalés sur les cinq continents.

Malheureusement, aujourd'hui il est facile de convaincre toute une population qu'elle sera riche parce qu'elle a des acheteurs pour ses ressources, même si ces acheteurs vont, en fait, vider les ressources jusqu'à l'épuisement sans valoriser d'aucune façon la culture et la générosité des citoyens propriétaires. Bien étrange, également, cette idée d'une richesse collective qui ne tient qu'à la consommation de biens et services et qui finit toujours par le gaspillage systématique de nos matières premières, voire par la dilapidation systématique de notre bien commun au profit d'un équilibre budgétaire que plus personne ne croit relié à une balance commerciale quelconque, mais plutôt à une visée bassement électoraliste.

Cette richesse des gagnants coûte extrêmement cher *per capita*. Cet « american way of life » n'a jamais été économiquement rentable. Ces fortunes d'entreprises qui n'existent que par l'accumulation de trésors de la guerre des marchés créent des disparités insurmontables entre les exploités et les exploités. La richesse des nantis est constamment entretenue par des messages de réussite personnelle, des films sur la gloire des nababs ou des histoires d'escroc bon père de famille (style Bernard Madoff).

La richesse, la vraie, celle qui n'est pas constamment soutenue par des stratégies marketing et des pirouettes comptables, prend racine dans une conscience populaire de l'héritage que nous laisserons aux futures générations. La richesse collective dont je veux parler est celle des bonnes relations, de notre implication communautaire, de notre vision de l'avenir comme du don de soi qui s'entretient non au moyen d'une commandite bien placée mais par une intention bien sentie d'abolir les inégalités de ce monde. Si, pour plusieurs, la richesse se matérialise après avoir travaillé, après avoir économisé, après avoir fait ceci ou cela et même après avoir volé son voisin, alors la notion même de richesse sera toujours un concept à la remorque d'une compétition malsaine entre ceux et celles qui veulent « prendre » tout ce qu'il leur tombe sous la main en prétextant vouloir faire rouler l'économie. Avant de s'approprier la richesse des autres comme celle du bien public, il faut savoir que nous vivons tous et toutes sur la même planète et que bientôt nous devons développer une conscience planétaire, même si, pour ce faire, il nous faudra encore beaucoup de sagesse, de maturité et de détachement face à ce « savoir-prendre » qui nous dépossède tranquillement de notre «savoir-être».

Notre capacité à accumuler une fortune personnelle n'aidera en rien à faire évoluer l'humanité, même si cela semble la voie royale pour démontrer son pouvoir et mériter un statut privilégié dans la haute société. Un changement de paradigme est souhaité et attendu, sinon nous aurons la richesse collective que nous méritons...

Michel Delage